

Le krach après une euphorie sans lendemain : entretien avec Michael Roberts sur l'économie mondiale

Traduction, préambule et notes de
Gaston Lefranc



Préambule :

Nous offrons à nos lecteurs et lectrices la traduction d'un entretien donné le 28 octobre par un des plus brillants économistes marxistes actuels, Michael Roberts, donné pour la revue Spectre : <https://spectrejournal.com/the-crash-after-the-sugar-rush/>

Le titre original de l'entretien est « The Crash after the Sugar Rush ». La « ruée vers le sucre » (« Sugar Rush ») est une expression qui renvoie à l'idée d'un regain d'activité sans lendemain, un rebond mécanique consécutif à l'arrêt de l'activité liée au Covid. Dès mars 2021, Roberts utilisait cette expression

(<https://thenextrecession.wordpress.com/2021/03/21/the-sugar-rush-economy/>) et prévoyait que le rebond économique ne durerait pas puisque les facteurs de crise (présents avant que le Covid donne une forme toute particulière à la crise qui avait déjà commencé à se déclencher fin 2019) étaient toujours présents, de façon encore plus accentuée : faible rentabilité du capital, fort endettement, etc. Roberts anticipait déjà la progression possible de l'inflation en raison de la faiblesse de l'investissement (conséquence du faible taux de profit), et donc de tensions sur « l'offre », bien avant la guerre en Ukraine.

Roberts fait ici le point, de façon synthétique, sur la situation économique dans un nouveau contexte inflationniste qu'il décrypte en mobilisant la boîte à outils marxiste, distincte à la fois des analyses néoclassiques et (post)keynésiennes.

L'économie mondiale est embourbée dans une crise de stagflation sans précédent depuis les années 1970. Les économies ralentissent ou sont en récession, les banques

centrales augmentent les taux d'intérêt pour tenter de contrôler l'inflation, et les travailleurs et les peuples opprimés supportent une fois de plus le coût de la crise et des prétendues solutions à celle-ci. Ashley Smith de Spectre interviewe ici Michael Roberts sur la récession mondiale, les explications mainstream et marxistes de celle-ci, et ce que la gauche devrait porter et se battre aujourd'hui.



* * * * *

Les médias mainstream sont remplis d'histoires sur l'inflation, la stagnation économique et le danger d'une récession mondiale. Quel est l'état de l'économie mondiale, de l'économie des pays capitalistes avancés à celle des pays en développement et sous-développés ?

Les grandes économies ralentissent rapidement après la reprise post-COVID de la « ruée vers le sucre » de 2021. Elles se dirigent maintenant vers une nouvelle récession en 2023, causée par une baisse de la rentabilité (après des profits records en 2021, ceux-ci déclinent désormais). Cela réduira la croissance de l'investissement. Dans le même temps, les blocages des chaînes d'approvisionnement mondial restent beaucoup plus importants qu'avant la crise de la COVID. Cela signifie que l'inflation, qui a décollé après 2020 et a été accélérée par l'invasion russe de l'Ukraine et les sanctions des États occidentaux, ne diminuera pas aux niveaux d'avant la COVID avant un certain temps, voire jamais.

Les banques centrales, dans leur tentative de contrôler l'inflation élevée en augmentant les taux d'intérêt et en resserrant la masse monétaire, provoquent une chute des prix de l'immobilier, une hausse des coûts du service de la dette des entreprises et de la dette publique et cela provoquera une chute de l'investissement. Le dollar fort étend ses dommages collatéraux au reste du monde, en particulier aux économies pauvres sous-développées du soi-disant Sud, qui sont maintenant

confrontées à la hausse des coûts de la dette en dollars, à la baisse des revenus et à l'effondrement de leurs monnaies.

Adam Tooze a récemment écrit un éditorial dans le New York Times qui décrivait très bien la crise du capitalisme mondial. Mais il semblait avoir peu d'éléments pour expliquer cette crise. Quelle est la cause de la stagflation actuelle ? Est-ce juste le résultat du Covid et des perturbations des chaînes d'approvisionnement, ou quelque chose de plus profond?

Expliquer la crise est crucial. Il ne suffit pas de savoir comment une crise de la production capitaliste s'est développée, il faut savoir pourquoi. Sinon, nous ne pouvons pas évaluer ce qui va se passer et si une autre crise peut arriver. Le capitalisme en tant que mode de production ne parvient pas à développer les forces productives nécessaires pour répondre aux besoins de milliards de personnes sur cette planète, ce qui ne l'empêche pas de commencer à détruire l'écosystème de la planète.

La croissance des investissements dans l'amélioration des technologies, des services publics et des biens et services de base ralentit depuis des décennies. En effet, depuis la crise financière mondiale de 2008, les grandes économies connaissent ce que j'ai appelé une longue dépression, caractérisée par une faible croissance de l'investissement et de la productivité, entraînant une stagnation des salaires réels pour la majorité. Seuls les très riches ont (énormément) profité des booms spéculatifs des actifs financiers et de l'immobilier qui ont remplacé l'investissement productif.

Mais ces bulles commencent maintenant à éclater. La crise du COVID a frappé les grandes économies de manière irréversible : la croissance tendancielle depuis la COVID est plus faible qu'avant la pandémie et, à son tour, les dix années précédant la pandémie ont connu une croissance plus lente qu'avant le krach financier mondial. Il y a ce que les économistes appellent l'effet d'hystérèse dans les grandes économies, ou si vous préférez, un COVID économique long.

La brève reprise économique en 2021 s'estompe rapidement et les économies s'engagent dans une récession qui se serait produite en 2020 sans l'irruption de la pandémie. Cette fois-ci, la reprise de 2021 s'est accompagnée d'une accélération de l'inflation à son plus haut niveau depuis 40 ans. Ainsi, seule une récession sévère réduira les taux d'inflation. Les banques centrales semblent déterminées à appliquer la thérapie de choc d'une politique monétaire restrictive pour y parvenir.

Plus précisément, quelle est l'explication marxiste de l'inflation et plus particulièrement de l'inflation aujourd'hui ? En quoi diffère-t-elle des autres explications ?

Il y a fondamentalement deux explications économiques mainstream. La première est qu'il y trop d'argent pour trop peu de biens ; pour utiliser l'aphorisme monétariste de Milton Friedman, « L'inflation est toujours un phénomène monétaire ». La seconde est

que la hausse de l'inflation est causée par la hausse des coûts, en particulier lorsque le marché du travail se tend et que les travailleurs peuvent alors faire grimper les salaires. S'ensuit une spirale salaire-prix. C'est l'explication keynésienne. La théorie monétariste blâme l'argent et les banques centrales, la théorie keynésienne blâme les travailleurs. Mais les deux théories sont fausses théoriquement et empiriquement.

Tout au long de la période allant des années 1990 à 2019, les taux d'inflation sont restés très bas et ont même baissé, mais la croissance de la masse monétaire et du crédit a explosé. La théorie monétariste a été mise en échec empiriquement. La hausse de l'inflation au cours des deux dernières années n'est pas due à la hausse de la croissance de la masse monétaire – au contraire, cette dernière est en baisse. La théorie monétariste fait une erreur théorique fondamentale en supposant que la quantité de monnaie détermine les prix, alors que c'est l'inverse.

La théorie des coûts salariaux s'est également révélée empiriquement incorrecte. Dans les années 1970, le chômage a augmenté et les travailleurs ont perdu leur pouvoir de négociation, mais l'inflation a explosé. La soi-disant courbe de Phillips qui aurait établi une relation inverse entre chômage et inflation (un chômage faible allant de pair avec une inflation élevée) a été contredite par les faits. C'est la même chose maintenant. De nombreuses économies ont eu un taux de chômage très bas (du moins officiellement) et pourtant, jusqu'à la crise du COVID, l'inflation était également très faible. En effet, les banques centrales ont eu du mal à porter les taux d'inflation à leurs objectifs [2%].

Alors, quelle est l'explication marxiste de l'inflation ? Il faut commencer par examiner ce qui arrive à la valeur d'une marchandise. Le prix d'un bien ou d'un service est constitué de la valeur des matières premières et de l'usure des machines (ce que Marx appelait le capital constant) et de la création d'une nouvelle valeur par le travail dans la production. Les capitalistes engagés dans l'accumulation du capital cherchent à maximiser leurs profits, ils essaient donc continuellement de réduire les coûts du travail (salaires) par l'introduction d'une technologie qui élimine le travail.

Mais ce faisant, cela tend à réduire la croissance de la nouvelle valeur par rapport au prix total d'une marchandise. Ainsi, l'inflation des prix a tendance à ralentir avec le temps. Mais d'autres facteurs entrent en jeu. Premièrement, les prix des matières premières peuvent augmenter fortement (ce qui arrivé actuellement). Et deuxièmement, les autorités monétaires peuvent faire varier la quantité de masse monétaire dans une économie. Cela peut contrecarrer la tendance au ralentissement de la croissance des nouvelles valeurs qui joue à la baisse sur l'inflation [Note 1]

Ce que cela vous dit, c'est que si les économies entrent dans une récession, la croissance de la nouvelle valeur ralentira à zéro ou chutera – ce qui aura un effet déflationniste. Et si les autorités monétaires continuent également à resserrer leurs taux, les taux d'inflation baisseront. Nous verrons [Note 2]

Dans votre explication de la crise actuelle, vous soutenez qu'elle est le produit

d'une crise sous-jacente de rentabilité, une baisse du taux de profit, qui conduit à un faible investissement dans l'économie réelle. Cela trouble parfois les gens qui soulignent le fait que les entreprises sont assises sur de grosses sommes d'argent. D'autres prétendent que c'est le résultat de prix abusifs qui augmentent les bénéfices des entreprises. Quelle est la différence et la relation entre la rentabilité, la masse des profits et les prix abusifs aujourd'hui ?

D'énormes profits ont été réalisés par de très grandes entreprises, en particulier dans les secteurs de l'énergie, de la technologie et des médias. Et il y a eu ce que certains appellent des « prix abusifs » par des entreprises qui ont un pouvoir monopolistique comme les grands groupes de l'énergie et des services. Mais pour la grande majorité des entreprises, la concurrence est féroce sur leurs marchés et la hausse des coûts des matières premières et maintenant les taux d'intérêt pèsent sur leur rentabilité.

Ainsi, lorsque nous lisons des choses sur les énormes profits des entreprises de l'énergie, des nouvelles technologies et des médias, en particulier aux États-Unis, il s'agit d'une minorité d'entreprises. La rentabilité moyenne (par rapport au capital investi) est proche de son plus bas niveau depuis soixante-dix ans. Déjà, quelque 15 à 20 % des entreprises ne font pas assez de profits pour couvrir leurs coûts de service de la dette - nous pouvons les appeler des « entreprises zombies », les morts-vivants du capital productif.

Il est très important de ne pas supposer que l'inflation et l'augmentation des profits sont principalement dues à des prix abusifs ou aux choix des monopoles, car cela suggère que si nous bloquions les prix et brisions les monopoles, alors la production capitaliste pourrait se dérouler sans heurts et sans inflation. De telles mesures comme le blocage des prix peuvent sembler temporairement bénéfiques pour les travailleurs, mais les crises capitalistes ne disparaîtraient pas pour autant, et le problème du coût de la vie continuerait.

Seuls la propriété et le contrôle publics, non seulement des monopoles « naturels », mais aussi des grandes entreprises stratégiques et des institutions financières, dans le cadre d'une planification de l'investissement, de l'emploi, de l'environnement, peuvent mettre fin à l'inflation sans récession.

L'un des points soulevés par Adam Tooze est que les hausses non coordonnées des taux d'intérêt exposent le monde au risque d'une récession majeure. Dans quelle mesure sommes-nous en danger? Et une approche plus coordonnée de la politique monétaire pourrait-elle éviter ce danger? Une telle coordination est-elle même possible?

Hausses non coordonnées ? Donc, ce serait bien si elles étaient coordonnées? Je ne le pense pas. La hausse des taux d'intérêt à l'échelle mondiale, entraînée par la chute des prix des obligations et les interventions des banques centrales, est en quelque sorte déjà coordonnée, car chaque pays doit suivre l'autre ou voir sa monnaie nationale

s'effondrer.

Une récession ne serait pas évitée en coordonnant la politique monétaire à moins d'arrêter et d'inverser ces hausses. Le soi-disant Accord du Plaza en 1985, où il a été convenu de limiter l'appréciation du dollar, a eu peu d'effet sur la croissance économique des grandes économies. Et un tel type d'accord n'est pas très probable aujourd'hui.

S'il devait y avoir coordination, elle devrait porter sur un plan mondial d'investissement, de contrôle des effets sur le climat et de réduction de la pauvreté. Et il n'y a aucune chance que cela se produise.

Quel est l'impact des hausses de taux d'intérêt sur les différents secteurs de l'économie mondiale ? Quel impact sur les pays capitalistes avancés ? Quel impact dans les pays du Sud, en particulier les plus endettés ? Nous dirigeons-nous à nouveau vers des crises massives de la dette souveraine ?

De nombreuses économies « émergentes » sous-développées se dirigent déjà vers un surendettement et un défaut de paiement (Sri Lanka, Zambie, Pakistan). Le FMI s'attend à une hausse du crédit au cours de la prochaine année, ce qui endettera davantage de nombreux pays pauvres, qui seront ensuite soumis à la discipline budgétaire du FMI.

Cela ne peut que signifier encore plus d'austérité pour ces pays. Mais une telle situation est également susceptible de s'appliquer aux économies avancées, car les gouvernements réduisent les dépenses post-COVID et tentent de réduire les niveaux d'endettement croissants, tant privés que publics.

Vous avez fait valoir que nous sommes dans une dépression mondiale de longue durée caractérisée par des récessions suivies de faibles reprises. L'une des raisons en est la façon dont les États ont soutenu des entreprises non viables, les soi-disant zombies, avec des taux d'intérêt bas et des renflouements. À la fin des années 1970, les fortes hausses de taux d'intérêt de Paul Volcker ont fini par maîtriser l'inflation et déclencher le long boom néolibéral, mais au prix énorme de faillites, de chômage et d'une crise de la dette massive dans les pays du Sud. Les banques centrales pourraient-elles le faire à nouveau et par une telle soi-disant « destruction créatrice » ouvrir un nouveau cycle de croissance capitaliste ?

La « destruction créatrice » ou la « thérapie de choc » du type Volcker à la fin des années 1970 a été évitée lors du krach financier mondial de 2008. En effet, le président de la Fed de l'époque, Bernanke, a adopté la politique opposée consistant à accroître la masse monétaire et le crédit au secteur capitaliste pour les renflouer (il vient d'être honoré d'un soi-disant prix Nobel pour cela).

Avec cela, les entreprises ont été mises sous perfusion de crédit à des taux quasi nuls, dans un contexte de faible inflation, pour leur permettre de croître, mais elles ont cru très lentement. Une longue dépression a remplacé la « destruction créatrice ». En 2019, une nouvelle récession était imminente. Maintenant, en 2022, les injections de crédits ne sont pas à l'ordre du jour; au contraire, compte tenu de la forte inflation. Au lieu de cela, les banques centrales cherchent à appliquer une « thérapie de choc » à l'inflation [Note 3]

Il semble que les structures du capitalisme mondial qui se sont développées sous l'hégémonie des États-Unis pendant la période néolibérale sont en train de se défaire. Les problèmes dans les chaînes d'approvisionnement mondiales perturbées par le Covid et les tensions géopolitiques accrues, en particulier entre les États-Unis et la Chine ainsi qu'avec la Russie, conduisent les États et les entreprises à se retirer de la mondialisation telle que nous la connaissons. Est-ce vrai? La baisse du commerce mondial est-elle temporaire ou un modèle émergent de grands blocs de l'économie mondiale se développe-t-il?

Les économistes mainstream sont divisés sur la question de savoir si la « mondialisation » est terminée. Par ce terme, ils entendent l'expansion du commerce mondial sans droits de douane ni quotas et l'augmentation des investissements financiers à l'échelle mondiale. Mais depuis la crise financière mondiale, le commerce mondial des marchandises a augmenté plus lentement que la croissance du PIB (qui a été assez lente), tandis que les flux de capitaux à l'échelle mondiale, en particulier vers les économies émergentes, ont diminué.

Certains soutiennent que la mondialisation du commerce des services remplacera cela et que la mondialisation n'est donc pas morte. Je ne trouve aucune preuve que le secteur du commerce des services, beaucoup plus petit, puisse remplacer le déclin du commerce des biens, en particulier avec les tensions entre les États-Unis et la Chine et l'augmentation des barrières commerciales et les sanctions contre la Russie et l'Iran, etc. susceptibles de s'accélérer et non de diminuer.

La Grande Modération [Note 4] et la période de mondialisation sont révolues. Cela signifie des rivalités et des conflits plus intenses, pas seulement dans le commerce et l'investissement. Comme Marx a dit, les capitalistes agissent comme des frères contre le travail, mais comme des frères hostiles et se chamaillant entre eux.

Mais la mondialisation, dans un autre sens, est bien vivante ; à savoir, le bloc impérialiste dirigé par les États-Unis applique de nouvelles mesures pour affaiblir toutes les forces et nations résistantes qui s'opposent aux intérêts du bloc. Le bloc impérialiste se heurte à une opposition accrue de la part de puissances résistantes qui ne sont pas prêtes à accepter l'hégémonie américaine. Mais je ne suis pas sûr que cela signifiera un bloc d'opposition coordonné. L'opposition semble encore très disparate.

Enfin, les États les plus puissants et les politiques de leurs banques centrales

auront un impact dévastateur sur les travailleurs et les nations opprimées. Cela ressemble à une guerre de classe et à un impérialisme à l'ancienne. Qu'est-ce que les mouvements ouvriers et les nations opprimées devraient exiger maintenant ? Pour quoi la gauche devrait-elle faire campagne à court et à long terme ?

À court terme, nous devons lutter contre la hausse du coût de la vie. Nous devons soutenir les luttes syndicales, qui seules défendent les travailleurs sur leurs lieux de travail. Nous devons nous battre pour un salaire décent et pour que les augmentations de salaires répondent aux taux d'inflation et soutiennent au moins les revenus réels. Nous devons nous opposer à toutes les hausses de taux d'intérêt et à de nouvelles mesures visant à réduire les dépenses publiques en matière de services publics et de protection sociale et/ou à augmenter les impôts de la majorité.

L'inflation peut être contrôlée et réduite si nous contrôlons le secteur bancaire et les secteurs stratégiques de l'économie. Nous devons remplacer le marché de l'énergie, etc., par une planification démocratique d'Etat pour les besoins sociaux, pour le contrôle des effets sur le climat, l'investissement dans la technologie et des emplois appropriés.

Nous devons mettre fin à toutes les guerres destructrices que nous avons vues au XXI^e siècle en Irak, en Afghanistan, en Ukraine et en Afrique subsaharienne; et d'autres à venir peut-être en Asie centrale. Non seulement ces guerres signifient la perte de vies et de moyens de subsistance de centaines de millions de personnes, mais c'est aussi un gaspillage massif de ressources et un énorme coup porté à l'environnement.

Donc : pas de réduction du niveau de vie ; pas de coupes dans les dépenses publiques pour la population ; plus de guerres ; pour une économie mondiale planifiée et socialisée, contrôlée démocratiquement par les institutions du peuple et non par des milliardaires assoifés de profit et le marché capitaliste.

Notes

[1] Ce que dit Roberts ici semble contredire ce qu'il dit aussi, à savoir que ce sont les prix qui déterminent la masse monétaire en circulation dans l'économie réelle et non l'inverse. En fait, on peut dire que la création monétaire ne produit pas automatiquement de l'inflation : celle-ci peut rester en dehors de l'économie réelle (et nourrir uniquement la spéculation financière) et d'autre part il n'y a pas de lien mécanique entre la quantité de monnaie en circulation dans l'économie réelle et le niveau des prix (la vitesse de circulation de la monnaie peut varier).

[2] Roberts ne fournit pas ici réellement une explication marxiste de l'inflation. Il le fera dans son prochain livre avec Carchedi, qui doit paraître en décembre prochain (<https://www.plutobooks.com/9780745340883/capitalism-in-the-21st-century/>)

[3] Il nous semble que l'expression « thérapie de choc » est exagérée. Certes, les banques centrales remontent leurs taux d'intérêt, mais elles le font prudemment : le taux directeur est de 3 % aux USA et de 2 % dans l'Union européenne, bien loin pour le moment des niveaux de la « thérapie de choc » de Volcker.

[4] La Grande Modération désigne la période ouverte depuis les années 1980, jusqu'à la crise de 2008, caractérisée par des périodes de croissance moins intenses, et des crises moins graves.

Michael Roberts, le 1 novembre 2022